

la 14^e place, sur la liste des nations industrialisées, pour le taux d'accroissement de productivité par tête. A mon avis, nous avons sacrifié notre efficacité industrielle pour pouvoir résorber le chômage dans certaines régions. Il est nécessaire, personne ne le contestera, de lutter contre le chômage chaque fois que c'est possible, et partout où il existe, car c'est une chose déplorable. Mais la question qui se pose est la suivante: Est-il possible de remédier à cette situation à l'aide d'un programme tel que celui des régions désignées? La réponse est non, sans hésitation.

Examinons les régions où le niveau de chômage est le plus élevé, qui n'ont pas grande possibilité d'expansion. On peut voir que le programme de régions désignées n'a pas été pour elles d'un grand secours. Il a surtout réussi, semble-t-il, à inciter l'industrie à s'établir dans des régions rapprochées des centres industriels. On a l'impression qu'on a simplement persuadé les industries, au moyen de primes, d'aller s'installer dans des régions où elles auraient fort bien pu aller de toutes manières.

L'un des problèmes essentiels auquel le ministère devrait s'attacher c'est la lenteur d'accroissement de la productivité. Les réalisations du Canada ne sont pas édifiantes. D'après une étude récente, on a probablement investi au Canada 29 p. 100 de plus de capitaux par ouvrier dans l'industrie secondaire de fabrication qu'aux États-Unis, et pourtant notre niveau de productivité était inférieur au leur de 30 p. 100.

Je ne pense pas que l'on puisse tenir la main-d'œuvre responsable de cet état de choses. C'est à la direction qu'incombe la productivité. Même la responsabilité de la direction est limitée dans une certaine mesure du fait que notre pays a une structure industrielle miniature, modelée hélas sur celle des États-Unis, efficace d'après les normes américaines, en raison de notre marché canadien restreint. Pourtant, en dépit de cela, on y compte presque autant d'entreprises compétitives que le marché immensément plus vaste des États-Unis.

● (8.10 p.m.)

Nos industries ont besoin d'être rationalisées. Dans les ministères on le sait depuis longtemps et on en a beaucoup écrit et beaucoup parlé. La question a été évoquée à propos de notre industrie du meuble. Je crois

[M. Saltsman.]

savoir qu'une étude est en cours mais je ne vois aucune mesure de rationalisation.

Le ministre me répondra peut-être qu'un certain type de rationalisation a été réalisé à la suite de l'Accord sur l'automobile entre le Canada et les États-Unis. Je reconnais volontiers que c'est un type de rationalisation mais j'espère que nous n'en verrons pas d'autres du même genre. A cause des longs parcours imposés—presque à l'échelle du continent—et à cause de la grande variété de types et de modèles qu'exige le public, nous n'avons guère eu voix au chapitre en ce qui concerne la rationalisation de l'industrie automobile. Un peu de prévoyance et des mesures prises il y a un certain nombre d'années en prévision d'un problème grandissant, auraient pu avoir quelques résultats. Nous aurions pu imiter les pays d'Europe. Ils se sont spécialisés. Ils ont mis au point des voitures adaptées à leur climat. Ils les ont exportées à d'autres pays et ont importé, en retour, des modèles qu'ils ne produisent pas chez eux. Nous aurions pu, de cette façon, créer une industrie de l'automobile rationnelle. Mais cette possibilité n'existe plus, en ce qui nous concerne.

Même si bon nombre d'entre nous ont dû approuver à contrecœur la rationalisation qui s'est effectuée en vertu de l'Accord canado-américain de l'automobile, nous croyons fermement qu'il faudrait renoncer à cette façon d'aborder le problème. D'aucuns prétendent que l'intégration continentale est éminemment avantageuse pour le Canada. On peut, dans certains cas, en démontrer les avantages, mais dans d'autres, non.

J'aimerais parler de l'industrie de fabrication des machines agricoles, intégrée de longue date. Le libre-échange d'instruments aratoires a beau se pratiquer entre le Canada et les États-Unis, les principaux avantages d'une pareille intégration nord-américaine sont difficiles à discerner. La Hedland and Menzies a préparé un rapport à l'intention de la Massey-Ferguson Company, afin d'expliquer pourquoi cette dernière ne pouvait payer les mêmes salaires qu'aux États-Unis. Si j'avais eu à décider du sort de ce rapport, je l'aurais dissimulé, je crois, car ses conclusions sont effarantes.

Il paraît que la Massey-Ferguson ne peut payer des salaires égaux au Canada, parce qu'elle a construit ses usines à main-d'œuvre intensive au Canada et ses usines automatisées aux États-Unis, et que si les taux de salaire étaient les mêmes, elle devrait fermer ses usines canadiennes. J'ignore si c'est vrai;